



Semana temática: “Agua y servicios de abastecimiento y saneamiento”.

Eje temático: 2. “Expectativas de la sociedad y nivel de servicios”.

Título de la ponencia: *El sector del agua en Senegal y los Objetivos del Milenio*

Autor: Mouhamed Fadel Ndaw¹.

¹Coordinator, Millennium water and sanitation Program, POB 15976 Dakar Fann Dakar, SENEGAL

Resumen:

The presentation shows that the success of the reforms initiated by the Government of Senegal in urban area (affermage contract) and rural area (management reform of the motorized boreholes (REGEFOR) contributed positively to the definition at the beginning of 2005 of a new sectoral policy and a national programme of investments for the achievement of the Millennium Development Goals (MDG'S) related to drinking water supply and sanitation.

In 1996, Dakar the capital (2 million inhabitants) had been facing chronic water shortages for more than ten years, amounting to 100,000 m³/day. At that time, Dakar was supplied primarily with groundwater, but there were quality problems due to saline intrusion.

Improving the water supply by bringing surface water from Lake Guiers, 240 km away, was very costly. Immediate investment needs were estimated at USD 100 million, just to increase production capacity by 25% and bring water to Dakar, regardless of the costs linked to the rehabilitation, extension and reinforcement of the water distribution systems.

It was in this context that the Senegalese Government implemented an institutional reform of the urban water and sanitation sector in 1996, with the involvement of a private operator in managing the water sector through a affermage contract and an ambitious USD 450 million investment programme via the Water Sector Project (WSP) and the Long Term Water Sector Project (LTWSP). Now 12 years later, the programme is perfectly in line with the strategy for fulfilling the Millennium Development Goals in urban areas.

Indeed, the coverage figures for the Dakar area indicate that the percentage of the population with access to water services grew from 80.3% in 1995 to 98% in 2004 (85% via household connections and 13% via standpipes). These results were obtained through the "social connections" programme initiated principally through the Water Sector Project.

The reform and the investment projects which accompanied it constitute an important step towards the achievement of the Millennium Development Goals. Within the framework of the LTWSP, the Government worked out a new program named PEPAM (Millennium water and Sanitation Program) including the rural and the urban sectors.

The targets for urban water sector are to secure the bulk water supply of Dakar region by 2020 and to reach a drinking water access rate of 100 % in 2015 in all the urban centres among which 88% in Dakar and 79% in the interior urban centres have a domiciliary connection with drinking water, against respectively 75.7% and 57.1% in 2004.

For the urban sanitation, the access rate awaited in 2015 are 85% in Dakar, 72% in the other centres against respectively 75,7% and 57,1% in 2004.

The results expected for 2015 by Senegal to meet the MDG's in rural areas are that 82% of the rural households have access to the drinking water against 64% in 2004 and 59% of the rural households have an autonomous system of evacuation of the excreta and domestic grey water against 17% in 2004.

The total cost of the program is estimated at an amount of 515 billion F CFA in ten years (roughly 1 billion \$). The program which has secured 54% of the funds needed developed tools including Local Water and Sanitation Plans in rural areas and a framework for monitoring and evaluation including an Internet portal and annual sector reviews. So far, thanks to the program approach of PEPAM, Senegal is considered among the five Sub-Saharan African countries likely to meet the water and sanitation MDGs.

Le Niger est un pays sahélien enclavé, situé en Afrique de l'Ouest, avec une superficie de 1.267.000 km² et une population estimée en 2007 à 13,5 millions d'habitants. Le pays connaît l'un des plus forts taux de croissance démographique du monde soit 3,3% par an.

Le Produit intérieur brut (PIB) par tête d'habitant est de 148.700 francs CFA en 2007 et le Revenu National Brut (RNB) par tête d'habitant est de 150.200 francs CFA pour la même période.

Comme dans la plupart des pays au sud du Sahara, l'alimentation en eau potable des populations des centres urbains, confiée à des sociétés d'Etat, était confrontée à des difficultés multiples qui sont entre autres :

- vétusté des moyens de production et de distribution ;
- manque d'investissements suffisants au développement du secteur ;
- taux de desserte faible ;
- manque de visibilité dans la gestion du secteur ;
- paiement irrégulier des factures de consommation d'eau de l'Etat ;
- interventionnisme intempestif de l'Etat dans la gestion de l'Entreprise ;
- ...etc.

Pour relever les défis du secteur, le Gouvernement du Niger, avec l'appui des partenaires extérieurs, a engagé depuis 1996, la réforme du sous secteur de l'hydraulique qui a abouti en 2001 à la mise en place de deux sociétés à savoir :

- la Société de Patrimoine des Eaux du Niger (SPEN)
- la Société d'Exploitation des Eaux du Niger(SEEN).

Objectif général de la réforme du sous secteur de l'hydraulique urbaine au Niger :

Créer une structure autonome, financièrement viable, capable d'assurer l'alimentation en eau potable à moindre coût, en quantité suffisante et en qualité acceptable des populations des centres urbains, en particuliers celles à faibles revenus.

Objectifs spécifiques

- améliorer les performances techniques et financières du sous secteur ;
- créer un partenariat public privé pour assurer une meilleure gestion au sous secteur ;
- accroître la desserte en eau potable par l'augmentation sensible du nombre de branchements et des bornes fontaines en particulier dans les quartiers défavorisés ;
- améliorer la qualité de service ;
- mobiliser les ressources financières pour permettre la réhabilitation et le développement des infrastructures ;
- atteindre l'autonomie financière du sous secteur.

Les acteurs de la réforme

L'Etat, qui est chargé de :

- la définition de la politique sectorielle de l'hydraulique ;
- la gestion des ressources en eau ;
- l'élaboration du cadre législatif et réglementaire ;
- la définition de la politique tarifaire.

La Société de Patrimoine des Eaux du Niger (SPEN), Société d'Etat est chargée :

- de la gestion et du développement du patrimoine ;
- de la recherche des financements ;
- de la maîtrise d'œuvre et d'ouvrage des travaux de renouvellement et d'extension de l'infrastructure ;
- du contrôle de la qualité de l'exploitation ;
- de la sensibilisation du public.

Elle est liée à l'Etat par un contrat de concession,

La Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN), Société privée, filiale de Véolia Environnement, a pour missions :

- l'exploitation et entretien de l'infrastructure et du matériel d'exploitation ;
- le renouvellement du matériel d'exploitation, des compteurs et des branchements ;
- la facturation et les encaissements ;
- la communication et les relations avec la clientèle.

L'Autorité de Régulation Multisectorielle (ARM), organe autonome, a pour principales missions de :

- veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires régissant le sous secteur ;
- protéger les intérêts des utilisateurs et des opérateurs du sous secteur ;
- contrôler le fonctionnement et les activités de tous les acteurs intervenant dans le sous secteur.

Projet Sectoriel Eau (PSE)

Le projet sectoriel eau a constitué l'instrument principal du développement du secteur de l'hydraulique urbaine au Niger. Il a contribué à atteindre les objectifs assignés à la réforme institutionnelle du secteur par un apport important de financement d'un montant initial de Soixante (70) millions de \$US, financé par divers bailleurs de fonds ; l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la République Populaire de Chine (RPC), le Royaume de Belgique, ...etc. avec comme Chef de file la Banque Mondiale, à travers le Projet Sectoriel Eau (PSE).

Le projet sectoriel eau a permis de réaliser les infrastructures ci après :

- 38 forages ;
- 10 nouveaux châteaux d'eau cumulant 18.000 m³ ;
- 4 usines et stations de pompage ;
- 560 kilomètres linéaires de canalisation ;

- 11.780 branchements sociaux ;
- 370 bornes fontaines ;
- 94 unités de chloration et
- la réhabilitation des installations internes d'eau de l'administration

La réalisation des ces infrastructures a permis d'obtenir les résultats ci-après entre 2001 et 2007 :

- la production du secteur de l'eau a enregistré une progression de 32%, malgré cette performance, certains centres connaissent des difficultés d'approvisionnement en eau qui nécessitent pour leur résolution de financement complémentaire ;
- pose de plus de 800 kilomètres de conduites faisant évoluer ainsi le réseau de distribution de 1.921 à 2.743 kilomètres soit une augmentation de 29% ;
- réalisation de plus de 30.000 nouveaux branchements (dont 13.000 branchements gratuits au profit des populations déshéritées) faisant progresser ainsi le nombre d'abonnés d'environ 60% (il est passé de 58.300 en 2001 à 94.700 en fin 2007). Ainsi plus de 450.000 nigériens supplémentaires ont eu accès à l'eau potable ;
- le taux de desserte est passé de 64,6% en 2001 à 71,2% en 2007 et ce malgré la forte croissance des populations urbaines ;
- le respect de la lettre de politique sectorielle de l'hydraulique urbaine par le paiement régulier des factures de consommation d'eau de l'administration, l'application régulière des ajustements tarifaires (qui a fait évoluer le prix de vente moyen du m³ de 200,25 FCFA en 2001 à 260 francs CFA en 2007, ...) dégageant ainsi un chiffre d'affaires permettant au secteur d'atteindre son équilibre financier.

Perspectives du sous secteur de l'hydraulique urbaine au Niger

Des résultats satisfaisants ont été enregistrés au cours de ces 6 premières années de mise en œuvre de la réforme du secteur.

Afin d'avoir une vision plus claire des objectifs du développement du secteur et d'être au rendez vous du millénaire en matière de desserte en eau potable en milieu urbain, la Société de Patrimoine des Eaux du Niger (SPEN) a élaboré avec le concours de la Banque Ouest Africaine de Développement le Schéma Directeur de l'Hydraulique Urbaine.

Ce schéma donne une grande visibilité du développement du secteur jusqu'à l'horizon 2020.

Ainsi pour atteindre le taux de desserte de 78% en 2015, ce Schéma projette la réalisation de :

- 130 points d'eau ;
- 10 réservoirs ;
- la pose d'environ 2.000 kilomètres de conduites ;
- la réalisation de 60.000 branchements particuliers au profit des populations à faible revenu et 500 bornes fontaines dans les zones défavorisées ;
- l'extension du périmètre à 37 centres supplémentaires.

La réalisation de ces investissements est estimée à 100 milliards de francs CFA, permettra de desservir 970.000 personnes supplémentaires.